

```
[vc_row type= »in_container » full_screen row_position= »middle »  
column_margin= »default » column_direction= »default »  
column_direction_tablet= »default » column_direction_phone= »default »  
scene_position= »center » text_color= »dark » text_align= »left »  
row_border_radius= »none » row_border_radius_applies= »bg » overlay_strength= »0.3»  
gradient_direction= »left to right » shape_divider_position= »bottom »  
bg_image_animation= »none »][vc_column column_padding= »no-extra-padding »  
column_padding_tablet= »inherit » column_padding_phone= »inherit »  
column_padding_position= »all » background_color_opacity= »1»  
background_hover_color_opacity= »1» column_shadow= »none »  
column_border_radius= »none » column_link_target= » self »  
gradient_direction= »left to right » overlay_strength= »0.3» width= »1/1»  
tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default »  
phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none »  
column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][vc_column_text]
```

Ouvrage collectif sous la direction de Gérard

Leidet, *Le PCF dans les Bouches-du-Rhône. 1920-2020. Cent ans de luttes et de débats*,
l'association PROMEMO, 2020



Bon de commande *Le PCF dans les Bouches du Rhône*

Introduction

Gérard Leidet

Les textes rassemblés ici dans le cadre du centenaire du Congrès de Tours, et rédigés à partir de plusieurs sollicitations, très diverses, doivent permettre de parcourir quelques aspects de l'histoire du Parti communiste français dans les Bouches-du-Rhône, de ses origines jusque vers la fin du XX^{ème} siècle. La réunion de ces contributions ne constitue pas, disons-le d'emblée, une

histoire continue du PCF qui reste, dans le cadre départemental, à écrire. Ces articles sont le résultat, parfois, de plusieurs années de travaux individuels et collectifs[1], et reflètent, chacun à leur manière, une attitude de recherche qui se veut patiente et argumentée.

Le parti pris de ce livre peut se résumer par ces deux mots : diversité et discontinuité. Diversité dans la forme, la dimension et le style d'écriture des articles; diversité des méthodes d'approche aussi (le lecteur les percevra); diversité des points de vue et des conceptions tant nous avons tenu, d'emblée, à assurer l'entière liberté d'écriture des auteur.e.s. Discontinuité chronologique ensuite (plusieurs périodes ne sont pas étudiées), des choix d'études (des aspects sont privilégiés au détriment d'autres); discontinuité des voies d'approches enfin (tournées tantôt vers l'histoire interne du Parti communiste français ou dans son rapport à la société française).

Ce livre commence naturellement par l'évocation d'un congrès, c'est-à-dire par un événement au plein sens du mot en histoire. Frédéric Grossetti[2] revient, dans l'espace marseillais, sur la scission du socialisme français, consommée à Tours, le 30 décembre 1920. Pour cela, il réexamine tous les débats concernant l'adhésion à la III^e Internationale, passe en revue avec précision les groupes et comités partisans de l'adhésion qui seront directement à l'origine de la naissance du Parti communiste à Marseille, sans oublier les opposants à cette même adhésion.

Sa deuxième contribution prolonge celle-ci en rappelant les premiers pas, bien compliqués, de la Fédération des Bouches-du-Rhône, à l'image d'ailleurs de ceux, complexes également, vécus par (et dans) le jeune Parti communiste.

Avec le mot d'ordre de « Bolchevisation », le V^e Congrès de l'Internationale communiste de juin 1924 appelle à la réorganisation des partis communistes sur le modèle du Parti communiste (Bolchevique) de Russie. Contre les « erreurs opportunistes » passées et face à « l'échec momentané » de la conquête du pouvoir, il s'agit de préparer la révolution en établissant des

partis disciplinés et homogènes, organisés à partir des usines (création des cellules d'entreprises notamment) et capables d'entraîner la classe ouvrière dans les combats à venir[3]. L'article de Frédéric Grossetti permet de bien saisir, au miroir marseillais, ce « moment fort dans la construction de l'identité communiste (1923-25) ».

```
[/vc_column_text][/vc_column][/vc_row][vc_row type= »in_container »  
full_screen_row_position= »middle » column_margin= »default »  
column_direction= »default » column_direction_tablet= »default »  
column_direction_phone= »default » scene_position= »center » text_color= »dark »  
text_align= »left » row_border_radius= »none » row_border_radius_applies= »bg »  
overlay_strength= »0.3" gradient_direction= »left_to_right »  
shape_divider_position= »bottom » bg_image_animation= »none »][vc_column  
column_padding= »no-extra-padding » column_padding_tablet= »inherit »  
column_padding_phone= »inherit » column_padding_position= »all »  
background_color_opacity= »1" background_hover_color_opacity= »1" »  
column_shadow= »none » column_border_radius= »none » column_link_target= »_self »  
gradient_direction= »left_to_right » overlay_strength= »0.3" width= »1/1" »  
tablet_width_inherit= »default » tablet_text_alignment= »default »  
phone_text_alignment= »default » column_border_width= »none »  
column_border_style= »solid » bg_image_animation= »none »][toggles  
style= »minimal_small »][toggle color= »Accent-Color » title= »Lire la  
suite »][vc_column_text]Le temps de permettre à cette première « identité communiste », en  
(lente) construction, de se frayer un chemin bien difficile nous amène à une « deuxième  
étape » qui tente (et réussit assez bien) d'articuler structuration du (d'un) « parti ouvrier » et  
ouverture républicaine. Une identité et une influence communistes sorties bien affaiblies à  
l'issue de la Bolchévisation nous explique Jean Domenichino déjà auteur de deux  
remarquables études sur le Front populaire dans la région marseillaise et sur les  
communistes provençaux dans cette même période[4]. Mais une identité et une influence
```

dont la progression sera remarquable durant la période (1934-1938). Et si cette phase demeure, malgré sa brièveté, profondément ancrée dans les mémoires militantes et citoyennes, celles de la Gauche et de la République sociale, l'historien a bien raison d'insister sur la spécificité marseillaise et les facultés d'adaptation du Parti et de ses militants à la situation nouvelle du milieu de ces années 1930: « C'est dans ce mouvement multiforme que les communistes des Bouches-du-Rhône ont su progressivement se fondre en tenant compte des réalités de Marseille et de sa région avec leurs activités portuaires et industrielles mêlant les branches les plus traditionnelles à des branches modernes, des établissements archaïques à des entreprises conçues sur le modèle fordiste... ».

Jean Domenichino conclut sa contribution en évoquant l'émergence de pratiques culturelles communes (communistes et socialistes) qui marquent durablement la société. Le relais est bien pris ici avec Raymond Bizot qui situe dans « l'élan du Front Populaire », et dans la longue histoire, déjà, des cercles républicains, la création (ou la relance ?) des « Maisons du Peuple » à Marseille. C'est retrouver là des pratiques sociales étroitement mêlées aux formes françaises de la sociabilité, assez semblables au fond à celles que connaissent (ont connu?) alors tous ces cercles populaires où s'affirme la « République au village » chère à Maurice Agulhon, ces sociétés ouvrières de toute sorte: sociétés de secours mutuels, syndicats et partis politiques, ces associations catholiques et laïques, ces « viviers du tournant du siècle » selon l'historienne Madeleine Rebérioux qui ajoute ces mots presque émouvants: « Qu'elles sont diverses et vivantes les manifestations du désir d'échapper à la solitude! [5] ». Or, l'idée des « Maisons du Peuple » ou « Foyers du Peuple » est contemporaine du Front Populaire. Les responsables communistes prennent l'initiative de créer, à Marseille, une Maison du Peuple par canton, avec l'espoir d'en fonder une par quartier. Enfin, la dimension sociale et culturelle n'est pas seule en lice: dans une période où les assurances sociales ne sont pas encore généralisées, certains foyers se doublent d'un authentique dispensaire...

Et c'est justement à la lisière de la période, peu de temps avant ce « moment Front populaire », que Lucien Molino*, syndicaliste et militant communiste déjà « chevronné » est persuadé, par le philosophe Georges Politzer* de l'importance des « bases multiples du syndicalisme »: les questions sociales doivent aussi être posées en dehors de la seule journée de travail d'un ouvrier. Bel exemple d'association, de coopération entre un militant

ouvrier et un intellectuel communiste ! Jean-Claude Lahaxe nous rappelle fort opportunément que des militants communistes marseillais de la CGT vont décider de rendre concrètes ces « bases multiples » du syndicalisme, à travers, notamment, un projet mutualiste, d'abord porté par Lucien Molino. L'initiative se trouvera confrontée aux réticences des dirigeants de la fédération communiste des Bouches-du-Rhône qui préfèrent que les syndicalistes s'occupent des luttes revendicatives et du combat de classe et laissent l'action mutualiste à des retraités... Après avoir évoqué les arguments (justifications?) des syndicalistes mutualistes[6], le redémarrage du mouvement mutualiste au début des années 1950, puis les difficultés des années 1985-2000, l'historien aura eu le temps de broser ici un panorama précis et rigoureux d'une histoire qui aura marqué les trois grandes phases de l'expérience mutualiste menée dans les Bouches-du-Rhône pendant près de 70 ans.

À partir de 1936, l'influence du PCF se nationalise. Robert Mencherini, déjà auteur d'une monumentale histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône (de 1930 à 1950)[7], a beaucoup travaillé, dans le même temps, sur l'histoire du Parti communiste de ces années-là. L'historien revisite ici l'histoire du PCF dans la guerre. En apparence, la guerre interrompt l'expansion communiste. A l'automne 1939, le PCF est interdit par le gouvernement du fait de son approbation du pacte germano-soviétique et de l'analyse moscovite de la « guerre impérialiste ». Les communistes entrent peu à peu dans la clandestinité. Paradoxalement, leur isolement va jouer en leur faveur, après la défaite de la France, au printemps de 1940. Robert Mencherini analyse fort bien les étapes qui vont permettre au Parti (tout au long de la guerre), de surmonter, lorsque la Libération est là, la crise ouverte à l'automne 1939 : l'engagement résolu dans la Résistance - qui vaut au Parti de payer un lourd tribut humain -, articulé aux « actions de masses », valide le changement d'orientation opéré. Sa contribution rappelle, éléments trop rarement évoqués, combien le Parti communiste « a su capter les militants ouvriers les plus combattifs » tout en bénéficiant d'un rayonnement, notamment culturel, original. Ce faisant, le PCF prolonge la politique unitaire initiée en 1934-1936 (interrompue fin 1939 et pendant l'année 1940...?) qui va lui être favorable jusqu'en 1947. Dès lors, les bouleversements de la situation internationale exigeront de nouvelles ruptures avec l'entrée dans la guerre froide[8]...

Une guerre froide que nous n'abordons pas dans sa globalité, mais autour d'une année,

1956 ; « une année de rupture », dans l'histoire du PCF, s'interroge Frédéric Grossetti. Au plan mondial, de nouveaux espoirs semblent se dégager: le communisme commence à se réformer, le tiers monde apparaît sur la scène internationale, les mouvements de libération nationale et la décolonisation se déploient, la guerre froide recule... Mais du côté « du communisme », les espérances nées au XXe Congrès du Parti communiste de l'URSS pendant l'hiver vont s'enliser dès l'été et l'automne, lorsque les chars soviétiques écrasent la révolution hongroise dans Budapest[9]. Frédéric Grossetti interroge le cours de cette autre « année terrible » dans son article appuyé sur les archives départementales, le dépouillement de la presse et une lecture attentive de la littérature scientifique sur le sujet. Il centre sa réflexion sur les événements fondamentaux, et les phénomènes sociaux et politiques de la période étudiée : de la situation du Parti Communiste à Marseille au milieu des années 1950, jusqu'à l'évocation des événements marseillais du 7 au 9 novembre[10], en passant par la recherche stratégique d'un « nouveau Front Populaire », la guerre d'Algérie (déclenchée en 1954), le XX^e congrès du PCUS et la déstalinisation, les événements de Hongrie...

L'année 1956, ouvre sans doute un cycle de tensions dans le champ des intellectuels; des contestations (d'une autre nature) que l'on retrouve plus tard, sur le plan politique et en interne, avec les multiples crises que traverse le Parti et que je revisite sur deux décennies (1978-2001). Les manifestations d'opposition qui vont se succéder (*Rénovateurs*, *Reconstructeurs*, *Refondateurs*) ne sont pas nouvelles. Depuis sa fondation en 1920, le PCF a connu un grand nombre de crises et « d'affaires », il a dû affronter de nombreuses remises en cause dans ses rangs dont nous n'apercevons ici que les « dernières[11] ». Nous nous sommes focalisés surtout sur les contestations qui reprennent après 1984. En effet, une autre constante peut être repérée dès le début des années 1980 : les « dissidences » se renforcent et adoptent des configurations variées après chaque défaite électorale, dans la mesure où c'est la question du déclin du Parti qui vient, notamment, alimenter les divergences sur les choix stratégiques. Une première opposition interne commence à se structurer, connue comme celle des *Rénovateurs*[12]. Ces derniers attendent du XXV^e Congrès (1985) une discussion d'ampleur sur des sujets tels que l'analyse du socialisme en URSS, l'adaptation du PCF à la sociologie du salariat, le fonctionnement du Parti...Deux

autres vagues (évoquées plus haut) suivront; elles s'organisent à leur tour et sont aussi analysées à l'échelle départementale. Le témoignage d'un des acteurs marseillais de la dernière vague de contestation (celle dite des *Refondateurs*), Marcel Tassy, vient compléter et apporter une certaine incarnation à une étude qui en appelle d'autres, sur d'autres champs de la contestation (les courants dits « orthodoxes »), et sur la longue durée (les multiples crises qui vont affecter la vie du PCF, dès les années 1920 – « Le Parti se construit en s'épurant »).

Avec l'ample synthèse que propose Bernard Régaudiat, se clôt la première partie de l'ouvrage intitulée sincèrement « Points d'histoire- Étapes et débats » afin de mieux assumer une certaine discontinuité historique dans nos approches, tant les choix que nous avons dû opérer ont été contraints (voir *supra*). Pour ce faire, l'historien a eu accès aux archives du PCF déposées en 2018 aux archives départementales. Il a notamment pu bénéficier des fonds Robert Bret et Luc Foulquier, qui constituent quasiment des *verbatim* des réunions des comités fédéraux dans la période étudiée (1970-1990). La place manque ici pour résumer, même rapidement, ce remarquable travail, dense et bien documenté, qui va constituer déjà, nous l'espérons, une solide base de matériaux pour les recherches historiques à venir. Il est permis cependant de signaler d'ores et déjà, entre autres thématiques abordées, les études très serrées qui mettent en évidence la singularité d'une Fédération (un « communisme marseillais ? »), le poids politique et culturel d'un journal, *La Marseillaise* et d'une librairie (Paul Eluard) ; les aléas de l'Union de la gauche – une « Union sans unité[13] » ? Mais aussi, l'apogée de 1978 ; les espoirs déçus, l'amorce du déclin et les lendemains qui « déchantent » ; l'espérance, enfin, toujours renouvelée dans une (des?) stratégie.s visiblement fluctuante.s...*In fine*, l'auteur se garde de conclure de façon définitive, laissant au lecteur la liberté de poursuivre la réflexion, et aux futurs historiens celle de prolonger une histoire faite d'immenses espoirs et de profonds découragements, certes, mais une histoire qui, en tentant de rendre justice aux classes populaires, n'est pas (jamais) finie.

Le processus concret qui conduit à rejoindre le « Parti » est multiple[14]. Cette richesse infinie de parcours n'exclut pas le fonctionnement de quelques « stéréotypes », notamment ceux qui tournent autour du métier, tissant une culture qui rayonne au-delà de l'atelier, de

l'usine, du quartier (ou village) ouvrier. Cette culture forme le terreau de l'adhésion : il y a le « réseau cheminot », la présence forte (mythique?) des peuples métallurgiques, les « filons miniers »... C'est ce dernier univers que ranime pour nous Florentin Vanni. Ici, les communistes du bassin minier provençal font face à Victor Savine*, le maire socialiste (SFIO) de Gardanne dont l'implantation municipale doit beaucoup à son parcours de mineur syndicaliste CGT (celle d'avant 1914 puis celle des « confédérés » après la scission de 1921-22). Dans un contexte de réunification syndicale autour de 1935, la montée en puissance des mineurs communistes, via la CGTU dans le bassin de Valdonne, rend encore plus tourmentés les rapports entre V. Savine et le PCF, analysés et suivis de près par Florentin Vanni[15].

Autre réseau de métier dont j'ai essayé de restituer les contours sur trois quarts de siècle (1920-1992), celui des instituteurs communistes. Des syndicalistes enseignants que l'on retrouve d'ailleurs à l'origine à la CGTU (les instituteurs communistes y sont adhérents de la FUE - Fédération unitaire de l'enseignement). Après 1945, la grande originalité vient de l'importance accrue de l'influence des communistes parmi les enseignants. De la FUE à la FSU, le terme « unitaire » va irriguer l'engagement communiste des enseignants, même si ce courant qui se singularise il est vrai par un certain « volontarisme » et une prépondérance de l'action, n'instaurera pas, le temps venu de l'unité professionnelle (1948-1992), un « modèle revendicatif complètement alternatif » à celui des majoritaires de la FEN[16]. Entre défense du métier d'instituteur et gestion d'une trentaine de sections départementales vers 1975, le courant *Unité et Action* (où militent majoritairement, mais pas exclusivement, les enseignants communistes des Bouches-du-Rhône), principale minorité d'opposition, représente-t-il vraiment un syndicalisme de rupture? La question vaut d'être posée. Ce qui est sûr, cependant, c'est que U et A défendra jusqu'au bout (jusqu'à la scission de 1992 qui lui sera *in fine* imposée par la tendance majoritaire du SNI) la conception d'une « FEN unitaire » dans le département et ailleurs.

Avec Paul Carpita*, instituteur dans les quartiers Nord de Marseille, on ne quitte pas le milieu des enseignants communistes, mais on rejoint le monde de la culture, du cinéma plus précisément. Jean-Claude Lahaxe déjà auteur de la notice du réalisateur dans le *Maitron* revient sur le parcours artistique et militant bien tourmenté de Carpita. De la fondation du

groupe « Cinépax » aux réalisations de reportages sociaux et engagés centrés notamment sur la reconstruction de Marseille, les manifestations contre la guerre d'Indochine, la grande grève des dockers de 1950... l'ensemble de la filmographie de Carpita est passée au crible de l'historien qui ne cache pas les dissensions politiques (et artistiques) du cinéaste – ainsi que les « zones d'ombres » qui les accompagnent – avec la direction du PCF. L'œuvre artistique est là pourtant, reliée à Marseille, aux dockers, aux luttes syndicales, à la lutte pour la paix ; sans oublier la poésie de l'enfance chère à l'ancien instituteur. Le film le plus important de ce dernier, *Le Rendez-vous des quais*, frappé par une mesure d'interdiction totale en juillet 1955 et saisi dès sa première projection le 12 août 1955 restera censuré jusqu'en 1989. Trente ans plus tard, les recherches minutieuses de Jean-Claude Lahaxe se font toujours l'écho de certaines « inconnues » qui semblent se perpétuer lors de cette opération : comme une part de mystère qui demeure, entre mémoire et oubli...

Un autre enseignant communiste aura marqué – avec bien d'autres militant.e.s – l'histoire de la Fédération des Bouches-du-Rhône : Guy Hermier*. Jean-Yves Riou délaisse un instant ses recherches en cours autour du parcours politique de Guy Hermier, afin de nous proposer le récit du « passage de témoin » entre François Billoux*, alors âgé de 74 ans, élu député des quartiers Nord sans interruption depuis 1936, et le jeune professeur agrégé (de lettres modernes). Cette contribution se situe entre l'épisode de l'échec de l'actualisation du programme commun de gouvernement de la gauche en 1977, dont Guy Hermier fut un témoin majeur[17], et les nombreuses batailles culturelles qu'il conduisit ensuite, en attendant d'être, à nouveau, un témoin décisif et, cette fois, un acteur important de la difficile négociation sur l'entrée des communistes au gouvernement qui clôt la longue séquence électorale de 1981[18]. Un des grands mérites du travail de Jean-Yves Riou est de nous restituer, même en l'esquissant à peine ici[19], la vérité d'un homme, d'un militant, d'un grand dirigeant communiste qui, pour demeurer toujours dans « la bataille des idées », produisit un nombre important de textes.

Du comité d'Argenteuil de 1966 aux élections législatives de 1978, Guy Hermier aura été de ceux qui participent très activement à la novation théorique lancée dans cette période par le PCF. Il s'agit en fait d'un renouvellement théorique qui pose dans le même temps des questions de pratique politique nous explique Pierre Labrousse. La question des intellectuels,

de leur liberté et de leur autonomie est en effet au cœur du comité d'Argenteuil en 1966. Et si le rôle de Waldeck Rochet[20], secrétaire général du Parti depuis 1964 semble essentiel, l'ensemble du Parti communiste semble bien mobilisé autour des mutations en cours. À cet égard, le jeune chercheur nous rappelle qu'il ne faut pas amplifier la « rupture entre le secrétariat de Thorez et Rochet ». De 1964 jusqu'à la fin des années 1970, l'héritage de Maurice Thorez[21] demeure une référence fondamentale. Cette insistance sur l'innovation de la part du PCF se situe dans la (relative) longue durée – tout au long des années 1960 et 1970 – et dans un contexte général de rapprochement avec la gauche non-communiste. Cela n'empêche pas les tensions qui se développent très vite entre « ouverture et conservation de l'identité de Parti de la classe ouvrière ».

Arrivé à mi-chemin de la lecture de cet ouvrage et au début de sa deuxième partie, le lecteur pourra s'interroger, de bonne foi, et de manière bien légitime : « Et les militantes, où sont-elles » ? Il faut dire que la présence visible/invisible de ces dernières au sein du PCF, et plus largement dans le mouvement ouvrier, pose question au chercheur. Voilà une question que Marie-Noëlle Hôpital s'est proposé de traiter, en prenant appui sur un corpus de militantes communistes présentes dans le *Maitron*. Des militantes qui participent largement à ce que certains historiens nomment le *dispositif périphérique* du Parti communiste[22]. Souvent issues de milieux ouvriers, elles appartiennent à des familles déjà engagées au sein du mouvement ouvrier : ce sont alors les « adhésions d'imprégnations » dont parle Roger Martelli[23]. Militantes et femmes de... militants enfin[24] : « Malgré tout, en dépit des problèmes, pour la plupart des femmes interrogées, militer signifie exister. Tout en restant femmes du monde ouvrier, voire femmes d'ouvriers, elles ont construit leur propre identité et leurs références militantes ; ce n'est plus seulement leur condition ou celle de leur mari qui les définit[25] : les militantes que Marie-Noëlle Hôpital évoque ne sont pas des « femmes de l'ombre » ; à quelques exceptions près, ce sont plutôt des héroïnes de la Résistance, des « premiers rôles » dans le champ syndical ou politique.

Six cent mille personnes ont été internées dans un camp français entre 1939 et 1946[26]. Avec la défaite et l'armistice, une (nouvelle) période s'ouvre, même si Raymond Bizot rappelle avec raison que c'est la Troisième République qui les a créés (les premiers camps ouvrent en janvier-février 1939). On trouve en effet, à partir du décret du 12 novembre 1938,

les « indésirables étrangers » qu'on ne peut expulser pour des raisons de sécurité, et à partir du décret du 18 novembre 1939, essentiellement des militants communistes, susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'État. C'est ensuite, dans la France de Vichy que l'on procède au plus grand nombre d'internements, ce qui s'explique par son interprétation de la défaite: juifs, communistes et francs-maçons sont désignés comme responsables de la débâcle. À travers les exemples de Saint-Sulpice et de Chibron, Raymond Bizot montre bien comment dans ces camps, les internés ont dû, pour ne pas être anéantis, s'organiser et « résister à l'entreprise de destruction des individus » : ils organisent bientôt des formes de résistance dans le camp par la mise en place de structures clandestines, l'organisation camouflée de cours politiques dénommés ici « universités des camps » (ailleurs il s'agit de pièces de théâtre orientées[27]), jusqu'à la préparation, toujours discutée, d'éventuelles évasions afin de reprendre le combat, atteindre à travers la clandestinité et les maquis la « liberté » retrouvée...

Depuis la parution du livre, désormais un peu ancien, de Jacob Moneta, les études sur les communistes et la guerre d'Algérie ont connu un dynamisme certain. Dans un ensemble important de publications, impossible à résumer ici, l'incontournable *Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier Maghreb* de René Galissot (dir.), le livre d'Alain Ruscio, fort belle et imposante synthèse sur « les communistes et l'Algérie », présenté à Marseille 2019, et les articles de Fabien Bénézech, notamment dans la revue PROMEMO, attestent des évolutions en cours [28]. Fabien Bénézech revisite ici l'histoire des Communistes et des Algériens à Marseille sur une douzaine d'années, entre mai 1945 (émeutes de Sétif) et mai 1958 (crise du 13 mai). Le point de vue arrimé sur l'espace marseillais comprend bien des avantages car la cité phocéenne (et les Bouches-du-Rhône) se situe à la confluence de plusieurs pôles d'observations privilégiés, plutôt favorables à l'historien. Marseille « porte de l'Orient » est aussi (et à la fois) lieu de passage entre la métropole et les trois départements de l'Algérie française[29], siège également d'une des plus puissantes fédérations communistes du pays, mais aussi et enfin, pour les Algériens, « foyer d'implantation des courants nationalistes en métropole ». Autant d'atouts pour étudier en particulier, avec précision et nuance, les rapports entre communistes marseillais et Algériens. C'est ce que tente et réussit fort bien Fabien Bénézech qui pose – au-delà des autres problématiques de fond de son étude – une question essentielle dans le cadre de cet ouvrage consacré aux

communistes des Bouches-du-Rhône: « [...] La Fédération PCF des Bouches-du-Rhône [aura-t-elle] réussi, à la faveur du contexte singulier offert par l'espace marseillais, à élaborer avec les Algériens des formes d'actions convergentes permettant de s'opposer à des politiques gouvernementales dominées par la volonté de pérenniser la tutelle coloniale en Algérie » ?...

L'écologie a-t-elle constitué un angle mort de la réflexion et de l'action des communistes dans les années qui ont suivi les événements de mai-juin 1968[30]? Un regard rapide, mais lucide sur la situation oblige à dire que si le PCF ne s'est pas « converti » à l'écologie dans ces années-là, on ne peut à l'inverse affirmer qu'il n'a pas traité et questionné les enjeux environnementaux[31]. La question peut paraître presque injuste dans le cas des Bouches-du-Rhône, dans la mesure où, dans le contexte de la « libéralisation » du travail intellectuel décidée lors du comité central d'Argenteuil (11-13 mars 1966) un mouvement « en direction de l'écologie » semble se profiler au sein du Parti. En témoignent une série de textes écrits sur la lancée d'Argenteuil, notamment (et de façon exemplaire) la publication du livre de Guy Biolat (pseudonyme de Luc Foulquier !)[32] ; Luc Foulquier qui témoigne ici autour des questions relatives aux rapports entre communistes et écologie. Et si certains enjeux écologiques ont été, parfois, sous-estimés, l'auteur démontre bien que la PCF a aussi multiplié des actions inédites et rigoureuses « sur le terrain », en articulant luttes pour l'environnement et combats contre le capitalisme (et son dépassement). 1914.

De Gaulle et les communistes; les communistes et De Gaulle... « D'un côté, un militaire d'origine catholique, devenu un chef, un stratège. De l'autre, un parti, une idéologie marxiste, l'internationalisme prolétarien[33] ». Pendant 30 ans (1940-1970) ces deux forces vont incarner une large part de la vie (et de la symbolique) politique en France. De leur antagonisme apparaît une « fascinante relation » que Bernard Ghirardi[34] revisite ici. À l'occasion du centenaire de la naissance du Parti communiste français et du cinquantième anniversaire de la mort du Général De Gaulle, l'auteur a souhaité parcourir quelques aspects du développement et de la postérité, dans notre mémoire collective, de cette « singulière confrontation ». Une relation déterminée par un affrontement radical et inflexible entre un homme et un parti qu'a priori tout (vraiment tout?), opposait ; et qui tous deux, voulaient « incarner la France, son passé, son présent, son avenir »[35] ». L'auteur n'ignore pas, cependant, l'autre pente de cette relation faite aussi de convergences issues des combats

communs durant les années noires de l'Occupation, de leur opposition (symétrique et/ou contraire) contre la IV^e République, d' « accointances » relatives à la politique étrangère de la République gaullienne ou au rapport à l'État...

En 2012, quarante-trois ans après son ouvrage *Le trotskysme, cet antiléninisme* qui eut à l'époque une grande diffusion en France, un nouvel ouvrage de Léo Figuères était publié[36]. L'auteur, à qui on posait la question s'il avait changé d'opinion par rapport à ce qu'il écrivait en 1969, répondait « Bien sûr que oui. Ce travail fut écrit dans les mois qui suivirent mai 1968 et en pleine polémique entre le PCF et ce qu'on appelait le "gauchisme" dont sa variante trotskyste. L'analyse péchait par ce qu'elle n'évaluait pas ce qu'il y avait de fondé dans la critique de Trotsky à l'égard de la bureaucratie dans le Parti et l'État soviétiques... ». Jean-José Mesguen qui nous livre ici, en quelque sorte (une partie de) ses *Mémoires politiques*, situées entre « mémoire rationnelle et affective », semble dialoguer étrangement avec le propos tenu alors par Figuères : « Bref, pour les décennies à venir, me voilà communiste, ailleurs... Sous l'étiquette réductrice et commode de « trotskyste », rappelle l'ancien élève du lycée Mignet d'Aix, (alors élève en classes préparatoires) qui adhère à l'UEC à l'automne 1969. On ne pouvait parcourir l'histoire du PCF dans ce département sans rencontrer, appréhender, même de façon marginale, à travers cet unique récit, le trotskisme comme un courant du mouvement ouvrier, comme un « communisme différent ». Communiste autrement, nous dit Jean-José Mesguen... Il est passionnant de suivre au fil des pages, le récit parfois connu, souvent original, revisité ici de façon si singulière sur plus d'un demi-siècle, des débats politiques et théoriques essentiels qui traversent la direction du PCF (au plan national et départemental); mais aussi celui des rencontres militantes que la vie sociale se charge de transformer en bifurcations vécues... différemment, et qui pourtant nous marquent à jamais.

« Adhésions d'imprégnations » disions-nous à propos de certaines militantes évoquées par Marie-Noëlle Hôpital. Voilà qu'on les retrouve ici ces adhésions parmi « les plus naturelles », celles qui se font par des communautés existantes, de famille, de voisinage, de quartier... Afin de réaliser un travail biographique important, dans le cadre du *Maitron*, Renaud Poulain-Argiolas a dû se plonger récemment dans l'histoire familiale[37]. Il prolonge ici son enquête en allant à la rencontre d'une histoire sensible, celle de « l'intime » qui le (nous?) renvoie à

ses racines familiales, aux valeurs de générosité sociale, de solidarité, de fraternité, qui ont marqué l'enfant et le jeune homme jusque dans ses choix citoyens en construction et dans sa vision sociale de l'existence. C'est l'occasion pour l'auteur de brosser des portraits de militants communistes Ports-de-Boucains dans lesquels il s'interroge sur leurs biographies et leurs itinéraires. Alors, Histoires de familles et *paroles ouvrières* entrelacées comme dans un cercle (réenchanté ?) où le foyer familial élargi aurait naturellement « transmis le goût de la transmission » ? Sans doute. Et même si ces paroles et récits, retranscrits ici avec ferveur voire piété filiale, furent vécus en un temps où les luttes ouvrières et l'espérance sociale étaient plus présentes dans nos têtes qu'aujourd'hui, il y a fort à parier que Renaud Poulain-Argiolas, écrivant *pour les siens* de manière si singulière, se raccorde pleinement au vieux rêve de « l'égalité des intelligences [qui] « reste la plus intempestive des pensées que l'on puisse nourrir sur l'ordre social[38] ».

L'association PROMEMO rassemble depuis plus de 20 ans des matériaux, des archives, édite des textes touchant à tous les courants du mouvement ouvrier: communistes, socialistes, libertaires, syndicalistes...Consacrer un ouvrage au Congrès de Tours, et à sa suite vue ici à travers la création du Parti communiste et l'évocation de quelques aspects de son histoire dans les Bouches-du-Rhône nous a semblé naturel.[39]. Ce livre au fond pose les premiers jalons de cette histoire et en matérialise la trace à l'occasion du centenaire du PCF. Les historiens, chercheurs, militants dont les contributions sont réunies, proviennent d'horizons variés et n'ont pas tous eu l'habitude de travailler ensemble[40]. Toutes et tous ont accepté de le faire dans des conditions contraignantes - celles du confinement, total ou partiel, décidé en deux temps pour contrer l'épidémie de coronavirus - conditions qui d'une certaine manière, nous ont toutes et tous mis devant des choix et des contraintes majeur.e.s. Ainsi le lecteur, confronté à des textes de nature (et de taille) différente, à un ouvrage au total très dense, pourra vagabonder dans le livre à son gré[41]. Sans suivre forcément un ordre préétabli, mais en suivant ses centres d'intérêt, en découvrant ou redécouvrant des thèmes (ou des périodes) qui lui sont chers. Notre démarche, collective, se veut donc résolument diverse; elle a rencontré en la matière le soutien de la municipalité de Septèmes-les-Vallons, sans oublier la participation active, fidèle et désintéressée des auteur.e.s de l'ouvrage, qui ont aidé PROMEMO à porter ce projet. Que tous en soient vivement remerciés.

Avec cet ouvrage écrit à plusieurs voix, l'ensemble des auteur.e.s espère avoir réalisé un premier apport original, mis en évidence des éléments de connaissances, des bases de réflexion pour l'historien, le militant, et le citoyen intéressé par l'histoire sociale. Tel quel, ce projet collectif se veut modestement être une étape, un appel à d'autres réflexions collectives, à d'autres publications ultérieures. S'il contribue à cet effort permanent de recherches, s'il permet de renforcer l'accumulation de matériaux, de documents, de souvenirs, d'archives, d'analyses... il aura rempli son rôle. Ce sera au lecteur, *in fine*, qui lira ce livre avec tout l'esprit critique nécessaire, de partager avec nous cette idée au fond assez simple: la connaissance de l'histoire (celle du Parti communiste ici) est encore loin d'être achevée; son avancée nécessite du temps et des coopérations nombreuses à venir, sous des formes toujours diverses, toujours nouvelles, toujours variées...

[1] Dans un cadre universitaire ou militant. Souvent à la croisée de ces deux univers au sein de l'association PROMEMO.

[2] Les deux textes présentés ici sont issus du mémoire de Maîtrise d'histoire présenté et soutenu par F. Grossetti, « L'origine du Parti communiste à Marseille » (1914-1924), sous la direction de Jean-Marie-Guillon, Université de Provence-Aix-en-Provence, 1997.

[3] Voir Mischi (Julian), *Le Parti des communistes, Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Ed. Hors d'atteintes, 2020 ; chapitre III « La structuration d'un parti ouvrier », partie 1 : *La bolchevisation*. pp 163-185.

[4] Voir Daumalin (Xavier), Domenichino (Jean), *Le Front populaire en entreprise. Marseille et sa région (1934-1938)*. Marseille, Jeanne Laffitte, 2006, Préface de Jean-Marie Guillon ; J. Domenichino, *Les communistes des Bouches-du-Rhône en Front populaire*, Les éditions des fédérés, 2016.

[5] Préface à P. Gumplowicz, *Les travaux d'Orphée, 150 ans de vie musicale amateur en France, Harmonies, Chorales, Fanfares*, Ed. Aubier, 1987 ; ainsi que G. Leidet, « La vie ensemble », in R. Guédiguian et G. Leidet, *Marseille port d'Attaches*, Ed. de L'Atelier, Ed. des

Fédérés, 2016, pp. 137-148

[6] Selon J. C. Lahaxe, « L. Molino et Pierre Gabrielli* sont régulièrement amenés à défendre l'idée que leurs actions participent à leur façon à la lutte des classes ».

[7] *Midi rouge, ombres et lumières*, 4 tomes : *Les années de crise (1930-1940)* ; *Vichy en Provence ; Résistance et occupation (1940-1944)* ; *La libération et les années tricolores (1944-1947)*, Ed. Syllepse, 2004-2014.

[8] Voir sur ce point, du même auteur, *Guerre froide, grèves rouges. Parti communiste, stalinisme et luttes sociales en France. Les grèves "insurrectionnelles" de 1947-1948*, Paris, Syllepse, 1998, 307 p., rééd 2017, 364 p.

[9] Plusieurs partis communistes condamnent -ou ignorent- la déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev. Sur cette « année de rupture » voir *Le Parti communiste français et l'année 1956, Actes des journées d'études organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis* (29 et 30 novembre 2006 à Bobigny), Fondation Gabriel Péri, 2007 ; R. Martelli, *1956 communiste, Le glas d'une espérance*, Ed. La Dispute, 2006.

[10] « L'émotion provoquée par la situation en Hongrie et l'orchestration qui en est faite par diverses forces politiques vont entraîner au début du mois de novembre de graves événements qui sont marqués en particulier à Paris le 7 novembre par une violente attaque du siège du parti communiste, entraînant la mort de trois personnes. A Marseille la violence est moindre, mais elle marque les journées des 7, 8 et 9 novembre ». F. G.

[11] Pour une vue d'ensemble de ces questions voir l'ouvrage déjà ancien, mais de très belle facture, de Michel Dreyfus, *PCF, crises et dissidences*, coll. « Questions au XXe siècle », Ed. Complexe, 1990. L'historien s'arrête ici à « l'épisode » des *Reconstructeurs* » (1988-1989).

[12] Félix Damette, Pierre Juquin, Claude Llabrès, Claude Poperen, et Marcel Rigout vont être les premiers opposants à la direction nationale du PCF.

[13] D. Tartakowski, et A. Bergougnoux (dir.), *L'union sans unité, le programme commun de la gauche, 1963-1978*, P. U. Rennes, 2012.

[14] L'historien Roger Martelli en distingue plusieurs : les « adhésions d'émotion » ; les

« adhésions régularisations » ; les « adhésions rectifications » ; enfin les « adhésions d'imprégnations », les plus naturelles...A quoi s'ajoutent les « adhésions d'intellectuels ». Voir R. Martelli, *Communistes*, Ed. La ville brûle, coll. « Engagé.e.s », 2009.

[15] Voir aussi la contribution de F. Vanni, « Syndicalistes dans le bassin minier de Provence, de la CGT à la CGTU ? », *La revue de PROMEMO*, n° 19, octobre 2018, pp 13-16.

[16] Voir Laurent Frajerman « Identités collectives et choix revendicatifs du *courant unitaire* de la Fédération de l'Éducation nationale (1945-1960), dans J. Girault (dir.), *Les enseignants dans la société française au XX^e siècle* (voir bibliographie).

[17] Il rédigea six pages de notes de séance de la négociation finale.

[18] G. Hermier devait y consacrer près de 40 pages de notes.

[19] On attend avec impatience la parution de l'ouvrage de Jean-Yves Riou consacré au parcours politique de G. Hermier.

[20] Voir par ailleurs la très belle étude, stimulante, de Jean Vigreux, *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000. Les travaux de J Vigreux ouvrent de nombreuses pistes, par exemple sur le communisme rural.

[21] Voir là-aussi une autre très belle étude parue toujours en 2000, et passée, un peu trop inaperçue à sa sortie: Stéphane Sirot, *Maurice Thorez*, Paris, Presses de Sciences-Po.

[22] Engagées au sein du PCF, elles militent dans le syndicalisme (CGT ou FEN), les associations (Association populaire familiale, Union des femmes françaises notamment), les mouvements citoyens (comité des quartiers) etc.

[23] « Les plus naturelles, qui se font par des communautés existantes de voisinage, de famille ou de quartiers », R. Martelli, *op. cit.*

[24] Sur ces questions, voir Dominique Loiseau, « Les militantes de l'ombre, femmes de ... », pp. 257- 268, in M. Dreyfus, C. Penner et N. Viet-Depaule (dir.), *La part des militantes*, Ed. de L'Atelier, 1996. Ainsi que C. Penner et B. Pudal, « La part des femmes, des femmes à part » in *Le sujet communiste, identités et laboratoire du « moi »*, Presses universitaires de

rennes, 2014.

[25] A lire les parcours analysés ici par Marie-Noëlle Hôpital, il semble que l'on retrouve, à quelques nuances près, ceux qui furent étudiés par Dominique Loiseau, *op. cit.* Page 268.

[26] Voir Denis Peschanski, *La France des camps. L'internement en France, 1938-1946*, Gallimard, 2002.

[27] Voir J. P. Sartre, *Carnets de la drôle de guerre*, Gallimard, [1995], 2010.

[28] Voir notamment, J. Moneta, *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Maspero, 1971; R. Galissot (dir.), *Algérie: Engagements sociaux et question nationale, de la colonisation à l'indépendance, de 1830 à 1962* (Dictionnaire... le Maitron, *op.cit.*, 2007) ; A. Ruscio, *Les communistes et l'Algérie, des origines à la guerre d'indépendance, 1920-1962*, Ed. La Découverte, 2019 ; Fabien Benezech, « Les communistes marseillais et la question algérienne (1945-1954) », *La revue de PROMEMO*, n° 19, octobre 2018, pp 6-12.

[29] Jusqu'en 1955, l'Algérie était divisée en 3 départements : Alger, Oran et Constantine, alors que la partie saharienne, appelée « Territoires du Sud », relevait de l'administration militaire.

[30] Dans son mémoire de master 2 intitulé « Le Parti communiste français et l'écologie : une occasion manquée au cœur des années 1968 », Victor Michel se livre à un retour distancié et critique sur les « heurts et malheurs du premier écolo-communisme ».

[31] Voir Victor Michel (entretien) : « L'écologie autour du XXII^e congrès en 1976, revue « Cause commune » n° 14/15, *op. Cit.* pp 106-109.

[32] Biolat G. *Marxisme et environnement*, Ed. Sociales, coll. « Notre Temps », 1973 ; suivi peu de temps après, en 1977, de celui de Catherine Claude, *Voyage et aventures en écologie*, sans oublier la parution du numéro spécial de La Pensée, « Ecologie et société » en mars 1978.

[33] S. Courtois et M. Lazar (dir), *50 ans d'une passion française, De Gaulle et les communistes* (préface de René Rémond), Ed. Balland, 1991.

[34] Issu d'une famille de souche « gauche républicaine et radicale », Bernard Ghirardi est gaulliste de cœur et de raison ; il a été militant communiste quelques années à partir de 1974 (le général est mort en 1970).

[35] Ce que l'historien Marc Sadoun, a nommé « deux modèles incarnatifs ». Voir S. Courtois, M. Lazar, *50 ans d'une passion française...*, *op. cit.* pp 333-342.

[36] Publié aux Éditions sociales en 1969. *Le Temps des Cerises* publia à titre posthume, en 2012, le dernier livre de L. Figuères, grande figure de la Résistance et du PCF, disparu en août 2011; lequel avait beaucoup travaillé sur les courants dits « gauchistes » du mouvement révolutionnaire.

[37] R. Poulain-Argiolas y a déjà rédigé une longue série de notices biographique concernant les militants communistes de Port-de-Bouc, et de Miramas.

[38] Jacques Rancière, Postface à *La parole ouvrière*, textes choisis et présentés par A. Faure et J. Rancière, La fabrique éditions, 2007.

[39] Nous avons fait le choix, pour des raisons de place uniquement et de cohérence de l'ouvrage, de ne pas évoquer une autre histoire qui continue alors, celle de la « vieille maison », avec le Parti socialiste - SFIO ; La revue PROMEMO reviendra sur ces aspects dans ses prochaines livraisons.

[40] Exceptés ceux qui travaillent en liens plus ou moins étroits avec l'association PROMEMO.

[41] C'est la démarche que préconise Edwy Plenel pour des lectures vagabondes dans le *Maitron* ; voir son livre, *Voyage en terres d'espoir*, Ed. De L'Atelier, 2016. [/vc_column_text] [/toggle] [/toggles] [/vc_column] [/vc_row]